



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le quinze avril à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 9 avril 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliko PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 15 avril 2024

M_DL240415_031

EDUCATION ENFANCE JEUNESSE - RÉSEAU D'AIDE SPÉCIALISÉE AUX ÉLÈVES EN DIFFICULTÉ - CONVENTIONS DE FINANCEMENT ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET LES COMMUNES DU PÉRIMÈTRE DU RASED

Madame Fabienne MALANDAIN, 1er Adjointe au Maire - Le RASED est le réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté. Les enseignants spécialisés et les psychologues dispensent des aides spécialisées aux élèves d'écoles maternelles et élémentaires en grande difficulté. Leur travail spécifique, complémentaire de celui des enseignants dans les classes, permet d'apporter en équipe une meilleure réponse aux difficultés d'apprentissage et d'adaptation aux exigences scolaires qu'éprouvent certains élèves.

Par décision en date du 16 septembre 2003, le SIVOM de la région de Montivilliers a pris en charge les frais de fonctionnement et d'investissement. La contribution de chaque commune était fixée selon une clé de répartition établie en fonction de la population (50%) et du potentiel fiscal (50%). Le réseau étant basé à Montivilliers, les services de la ville étaient chargés de suivre les crédits, le SIVOM procédant ensuite au remboursement des sommes versées par celle-ci.

Lors de la dissolution du SIVOM en décembre 2008, la CODAH n'a pas repris cette compétence, et la ville de Montivilliers s'est trouvée seule à assumer les frais de fonctionnement. La ville a donc décidé de maintenir les crédits. De plus, plusieurs communes concernées par le RASED se sont engagées à renouveler leur participation financière sur la base définie par le SIVOM.

Outre la ville de Montivilliers, le secteur d'intervention des personnels spécialisés du RASED est composé des collectivités suivantes :

- Épouville, Rolleville, Saint Laurent de Brèvedent, Saint Martin du Bec, Cauville-sur-Mer, Fontaine La Mallet, Fontenay, Manéglise, Mannevillette, Octeville-sur-Mer, Saint Martin du Manoir.

Comme toutes les dépenses liées au fonctionnement de l'école, la répartition entre l'Etat et les communes des dépenses de fonctionnement des RASED, se fonde sur l'application des articles L 212-4, L. 211-8 et L. 212-15 du code de l'éducation : l'Etat prend à sa charge les dépenses de rémunération des personnels, les communes assurant les dépenses de fonctionnement. Aucune disposition législative ne prévoyant les conditions de répartition entre les communes des dépenses liées aux RASED, celles-ci ne peuvent résulter que d'un accord librement consenti entre les collectivités concernées.

Les enseignants spécialisés du RASED ont besoin d'un budget de fonctionnement lié à l'achat de matériels pédagogiques spécifiques, de diverses fournitures scolaires, d'un réseau WIFI et d'une ligne téléphonique.

Chaque année, la ville de Montivilliers établit un budget prévisionnel de fonctionnement à inscrire au budget primitif, d'un montant de 3500 €. Les dépenses pour 2023 s'établissent à hauteur de 2992,10 €, base sur laquelle s'appliquera la clé de répartition.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Une convention signée entre la ville et les autres communes de la circonscription permet d'encadrer leur participation en fonction de la clé de répartition décidée en 2003.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU les articles L 212-4, L211-8 et L 212-15 du code de l'Éducation ;

VU La loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

VU la circulaire n°2014-107 du 18 août 2014 relative au fonctionnement des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) et aux missions des personnels qui y exercent;

VU le budget primitif de l'exercice 2024 ;

CONSIDÉRANT

- la volonté de maintenir les crédits en direction du RASED ;
- l'intervention du personnel du RASED sur d'autres communes auprès des élèves en difficulté ;
- le souhait d'encadrer la participation financière de chaque commune du périmètre ;

Sa commission municipale n°1 Vie éducative réunie le 9 avril 2024, consultée ;

VU le rapport de Madame **Fabienne MALANDAIN**, Adjointe au Maire en charge de l'Enfance et de la Vie éducative, de la Jeunesse, de l'Environnement et des Transitions écologiques ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer les conventions de financement entre la ville et les communes situées dans le périmètre du RASED
- **De fixer** la participation de chaque commune selon la clé de répartition sur le budget réalisé

Imputation budgétaire

Exercice 2024

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 283

Nature et intitulé : 74741

Montant de la recette : 1 578,99 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/04/2024

Reçu en préfecture le 19/04/2024

Publié le 19/04/2024

ID : 076-217604479-20240417-M_DL240415_031-DE

webdelib

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.***



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr